



Déclaration/lettre ouverte intersyndicale suite au boycott du Comité Technique Local du 14/05/2018

Monsieur le Président,

En déclaration liminaire du CTL du 12 avril 2018, l'intersyndicale vous a exprimé son souhait d'évoluer vers un dialogue social de qualité.

Votre réponse a fait l'objet d'un courrier le 16 avril, dans lequel vous évoquez longuement l'implantation du CSRH, certainement parce qu'il s'agit de la seule proposition que vous ayez retenue parmi toutes celles faites par les organisations syndicales, en ces dix dernières années de restructurations !!!

C'est précisément ce que déplore l'ensemble des organisations syndicales siégeant au CTL. La direction locale ne montrant aucune intention de faire évoluer sa relation avec les syndicats, les représentants du personnel ont décidé de ne pas siéger au CTL du 14 mai.

Pour preuves, dernièrement, la date de reconvoction du CTL est parue sur ULYSSE 37 avant d'être communiquée aux élus du personnel, et le tableau des effectifs a été diffusé, sans aucune concertation avec les organisations syndicales, à l'ensemble des agents !!!!

L'absence de réel dialogue social au plan local est à l'image du peu de cas que fait le gouvernement des instances de vie démocratique : Parlement, syndicats. En effet chaque projet est directement appliqué et les concertations se résument à de l'affichage.

Pour autant, si le dialogue social s'apparente pour vous, à une chambre d'enregistrement par la transmission à Bercy des résultats des votes sur votre ordre du jour, cela se limiterait ainsi :

Les élus sont unanimement contre :

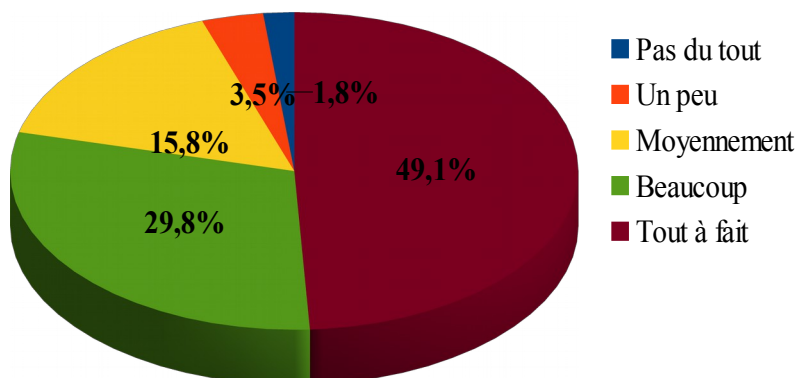
1. l'extension de l'accueil sur rendez-vous aux Centres des Finances Publiques d'Amboise, de Chinon et de Loches ;
2. la nouvelle organisation des ressources humaines à la DGFIP : les volets organisationnel et fonctionnel ainsi que le déploiement de SIRHIUS

Les organisations syndicales dénoncent toutes les mesures qui visent à éloigner, et à réduire le service, tant au public qu'aux agents.

Enfin, un sondage récemment mené auprès des agents de la DDFiP 37 met en exergue la dégradation de leurs conditions de travail et une forte inquiétude sur les réformes à venir.

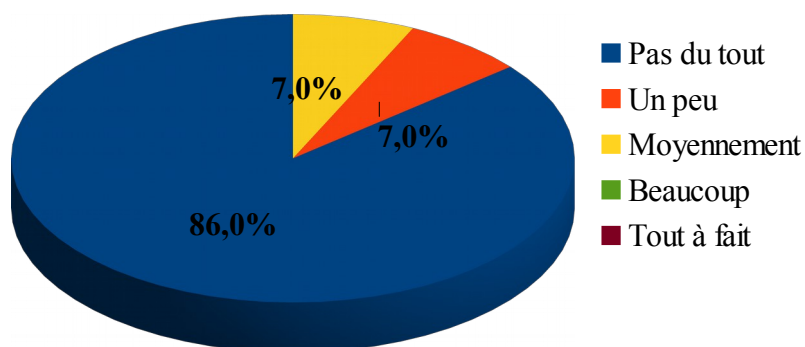
Les personnels de la DDFiP 37 ayant répondu au sondage sont **78,9 % à ressentir** (« beaucoup » ou « tout à fait ») **une dégradation de leurs conditions de travail**, liée à la réduction dans le département : des effectifs de 18,5 % depuis 2012 et du budget de 28,63 % en 7 ans.

As-tu ressenti un impact négatif de ces baisses d'effectifs et de moyens sur tes conditions de travail ?



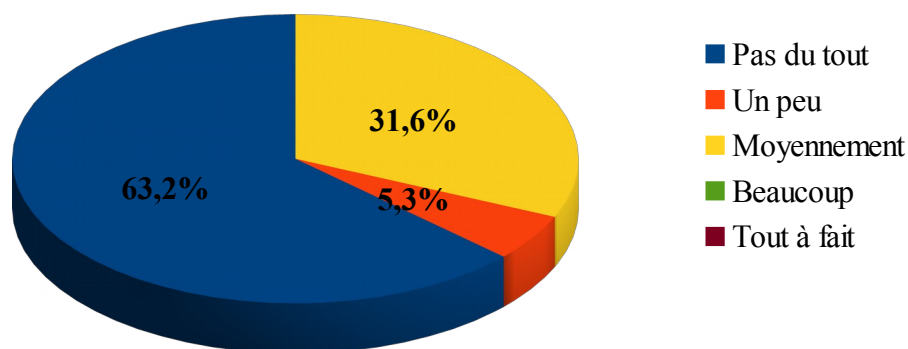
Ils sont **86 % à s'être exprimés contre l'application des nouvelles règles de mutations** et la rémunération au mérite.

Penses-tu que ces évolutions vont dans le bon sens ?



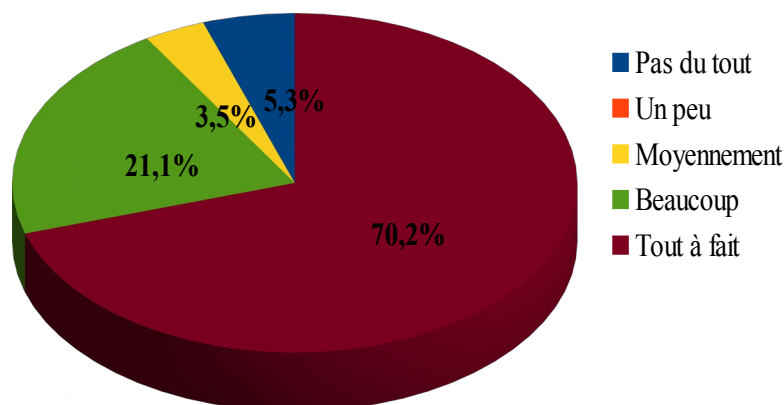
Concernant la réduction du maillage territorial (*fermeture des trésoreries de Chateau la Vallière, Neuvy le Roi et Preuilly sur Claise, Descartes ; Richelieu ; Azay le Rideau ; Bléré ; Bourgueil ; Luynes ; Sainte Maure de Touraine et TBS Impôts*) et la concentration des structures (*enregistrement au SIE Tours, fusions des SIP et des SIE à Tours, disparition des CDIF de Chinon et Loches, regroupement des cellules CSP d'Amboise, Chinon et Loches à Tours*), **63,2 % des sondés sont « pas du tout » satisfaits par l'évolution de leurs fonctions** et aucun sondé n'exprime de satisfaction (« beaucoup » ou « tout à fait »).

Es-tu satisfait par l'évolution de tes fonctions ?



Enfin, l'évocation de **CAP 22** et de son train de réformes obtient un record avec **93,3 % d'opposants** parmi les sondés (« tout à fait » ou « beaucoup »).

Es-tu opposé à ces réformes visant à réduire considérablement le champ d'action de la DGFIP ?



L'intersyndicale espère vivement qu'à la lumière de ces résultats, vous entendrez enfin les agents.

Car le programme Action Publique 2022 fait peser de graves menaces sur nos missions et ne vous en déplaît, vous qui évoquez notre propension à nous inscrire dans un climat de sinistrose, la politique de l'autruche n'a jamais éloigné le danger.

Pour palier la réduction budgétaire en termes d'emplois et de moyens, vous avez tenté à de multiples reprises de nous convaincre de l'impérieuse nécessité des restructurations, des fusions, de réorganisation de méthode de travail et du développement du numérique.

Vous vous gardez bien de préciser qu'un des premiers corollaires de cette politique est la remise en cause du service public accessible à tous.

Dans ces conditions et en l'absence d'une véritable ouverture au dialogue, les OS ne participeront pas aux prochaines réunions institutionnelles

Les sections syndicales d'Indre et Loire appellent l'ensemble des agents à se mobiliser et participer massivement à la grève du 22 mai 2018.

L'ensemble des représentants du personnel de la DDFiP 37.